

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3015

[2004/202518]

**24 MAI 2004. — Arrêté ministériel déterminant la procédure et les modalités
d'introduction de la demande et d'octroi de l'aide à la production**

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité tel que modifié par le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz et le décret-programme du 18 décembre 2003;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, tel que modifié par le décret-programme du 18 décembre 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 relatif à l'aide à la production octroyée à l'électricité verte et modifiant l'arrêté du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte, notamment l'article 2, § 1^{er};

Considérant que les certificats verts octroyés aux producteurs d'électricité verte produite à partir de sources d'énergie renouvelables peuvent être soit vendus sur le marché des certificats verts, soit remis au Ministre, sous certaines conditions, aux fins d'obtenir l'aide à la production,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o demandeur : le producteur d'électricité verte produite à partir de sources d'énergie renouvelable ou le promoteur d'un projet d'installation de production d'électricité verte produite à partir de sources d'énergie renouvelables;

2^o arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 relatif à l'aide à la production octroyée à l'électricité verte et modifiant l'arrêté du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte;

3^o administration : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Énergie, Division de l'Énergie.

Les définitions figurant à l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte sont applicables aux termes du présent arrêté.

CHAPITRE II. — Introduction de la demande

Art. 2. § 1^{er}. Au fin de bénéficier de l'aide à la production visée à l'article 40 du décret, le demandeur introduit son dossier à l'administration en deux exemplaires et joint à sa demande :

1^o une copie de tous les documents attestant du coût global des investissements relatifs à l'installation de production;

2^o une copie de tous les documents relatifs aux différentes aides perçues pour la réalisation de l'installation, notamment les aides à l'investissement;

3^o une analyse financière déterminant le coût de production de l'électricité verte;

4^o une copie de la garantie d'origine visée à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la production de l'électricité verte;

5^o une déclaration sur l'honneur attestant que les informations communiquées sont complètes et certifiées sincères et véritables

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, lorsque la demande est introduite alors que l'installation n'est pas encore entrée en fonction, le demandeur joint à la demande une projection des données relatives aux documents visés au points 1^o à 4^o ainsi que la planification de l'investissement et la date probable de mise en service de l'installation.

Art. 3. § 1^{er}. Dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, l'administration prend contact avec le demandeur.

Si le dossier est complet, et après avoir entendu le demandeur, l'administration sollicite l'avis de la CWaPE dans les trente jours ouvrables de la réception de la demande.

Si le dossier est incomplet, l'administration invite le demandeur à transmettre les documents requis. Lorsque le dossier est complet, et après avoir entendu le demandeur, l'administration sollicite l'avis de la CWaPE dans les trente jours ouvrables de la réception des documents complémentaires.

§ 2. Le Ministre conclut la convention dans les trente jours de la réception de l'avis de la CWaPE.

§ 3. Lorsque la demande est introduite conformément à l'article 2, § 2, la convention est conclue sous conditions suspensives :

— de la mise en service de l'installation dans les 24 mois suivant la date de signature de la convention;

— de la confirmation des dispositions de la convention suite à la procédure découlant de l'introduction, dans un délai maximum de deux mois après la mise en service de l'installation, du dossier visé à l'article 2, § 1^{er}, auprès de l'administration;

Si l'une des conditions visées à l'alinéa précédent n'est pas rencontrée endéans le délai imparti, la convention est réputée ne jamais avoir existé.

CHAPITRE III. — *Modalités d'octroi de l'aide*

Art. 4. Tant que la convention visée à l'article 3 est en vigueur, au moment où le demandeur transmet les données de comptage en vue de recevoir les certificats verts, il informe la CWaPE de sa décision de bénéficier de l'aide à la production pour les certificats verts en question. La CWaPE définit les modalités de cette notification.

A défaut de notification, les certificats verts en question ne pourront bénéficier de l'aide à la production.

Art. 5. Lorsque la CWaPE octroie les certificats verts visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, elle informe l'administration de la demande d'aide à la production et lui remet les certificats verts en contre partie desquels le demandeur sollicite l'octroi de l'aide à la production.

Art. 6. Dans les 15 jours ouvrables, le Ministre notifie au demandeur le montant de l'aide qui lui sera versé conformément aux dispositions de la convention conclue.

Art. 7. Le montant de l'aide est mis en liquidation dans les dix jours de la notification.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Fait à Namur, le 24 mai 2004.

J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3015

[2004/202518]

24. MAI 2004 — Ministerialerlass zur Bestimmung des Verfahrens und der Modalitäten für die Einreichung des Antrags und die Erteilung der Erzeugungsbeihilfe

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, in seiner durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts und durch das Programmdekret vom 18. Dezember 2003 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, in seiner durch das Programmdekret vom 18. Dezember 2003 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 über die für die Erzeugung von Grünstrom gewährte Beihilfe und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms, insbesondere des Artikels 2, § 1;

In der Erwägung, dass die grünen Bescheinigungen, die den Erzeugern von durch erneuerbare Energieträger erzeugtem Grünstrom erteilt werden, entweder auf den Markt der grünen Bescheinigungen verkauft oder unter bestimmten Bedingungen dem Minister abgegeben werden können, um die Erzeugungsbeihilfe zu erhalten,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Antragsteller: der Erzeuger von Grünstrom aus erneuerbaren Energiequellen oder der Bauträger des Projekts einer Anlage zur Erzeugung von Grünstrom aus erneuerbaren Energiequellen;

2° Erlass: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 über die für die Erzeugung von Grünstrom gewährte Beihilfe und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms;

3° Verwaltung: die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie, Abteilung Energie.

Die in Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms angegebenen Definitionen sind auf die Begriffe des vorliegenden Erlasses anwendbar.

KAPITEL II — *Einreichung des Antrags*

Art. 2. § 1. Um auf die in Artikel 40 des Dekrets erwähnte Erzeugungsbeihilfe Anspruch zu haben, reicht der Antragsteller seine Akte in zwei Ausfertigungen bei der Verwaltung ein und fügt seinem Antrag die folgenden Unterlagen bei:

1° eine Abschrift aller Unterlagen zur Bescheinigung der Gesamtkosten der Investitionen bezüglich der Erzeugungsanlage;

2° eine Abschrift aller Unterlagen bezüglich der verschiedenen für den Bau der Anlage erhaltenen Beihilfen, insbesondere der Investitionsbeihilfen;

3° eine finanzielle Analyse zur Bestimmung der Produktionskosten von Grünstrom;

4° eine Abschrift der in Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms erwähnten Herkunftsgarantie;

5° eine Erklärung auf Ehrenwort zur Bescheinigung, dass die erteilten Informationen richtig und vollständig sind.

§ 2. Wenn der Antrag eingereicht wird, bevor die Anlage in Betrieb ist, fügt der Antragsteller in Abweichung von § 1 seinem Antrag eine Vorausschätzung der Daten bezüglich der unter 1° bis 4° erwähnten Unterlagen sowie die Planung der Investition und das voraussichtliche Datum der Inbetriebsetzung der Anlage bei.

Art. 3. § 1. Innerhalb von zehn Werktagen ab dem Eingang des Antrags nimmt die Verwaltung Kontakt mit dem Antragsteller auf.

Wenn die Akte vollständig ist, und nach Anhörung des Antragstellers beantragt die Verwaltung innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags das Gutachten der "CWaPE" (Wallonische Kommission für Energie).

Wenn die Akte unvollständig ist, ersucht die Verwaltung den Antragsteller, die erforderlichen Unterlagen zu übermitteln. Wenn die Akte vollständig ist, und nach Anhörung des Antragstellers beantragt die Verwaltung innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der ergänzenden Unterlagen das Gutachten der "CWaPE".

§ 2. Der Minister schließt die Vereinbarung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Gutachtens der CWaPE ab.

§ 3. Wird der Antrag gemäß Artikel 2, § 2 eingereicht, so wird die Vereinbarung unter den folgenden aufschiebenden Bedingungen abgeschlossen:

— Inbetriebsetzung der Anlage innerhalb 24 Monaten nach dem Unterschriftsdatum der Vereinbarung;

— Bestätigung der Vereinbarungsbestimmungen infolge des Verfahrens, das sich aus der Einreichung innerhalb von höchstens zwei Monaten nach der Inbetriebsetzung der Anlage der in Artikel 2, § 1 erwähnten Akte bei der Verwaltung ergibt;

Ist eine der im vorigen Absatz genannten Bedingungen innerhalb der eingeräumten Frist nicht erfüllt, so wird davon ausgegangen, dass die Vereinbarung nie bestanden hat.

KAPITEL III — Modalitäten für die Gewährung der Beihilfe

Art. 4. Solange die in Artikel 3 erwähnte Vereinbarung in Kraft ist, informiert der Antragsteller zu dem Zeitpunkt, an dem er die Zahlungsdaten zwecks Erhalt der grünen Bescheinigungen übermittelt, die CWaPE über seinen Beschluss, die Erzeugungsbeihilfe für die besagten grünen Bescheinigungen in Anspruch zu nehmen. Die CWaPE bestimmt die Modalitäten für diese Notifizierung.

Erfolgt keine Notifizierung, so dürfen keine Erzeugungsbeihilfe für die besagten grünen Bescheinigung gewährt werden.

Art. 5. Wenn die CWaPE die in Artikel 4, Absatz 1 erwähnten grünen Bescheinigungen erteilt, informiert sie die Verwaltung über den Antrag auf eine Erzeugungsbeihilfe und händigt sie ihr die grünen Bescheinigung, für welche der Antragsteller die Gewährung einer Erzeugungsbeihilfe als Gegenleistung beantragt.

Art. 6. Innerhalb von 15 Werktagen notifiziert der Minister dem Antragsteller den Betrag der Beihilfe, der ihm gemäß den Bestimmungen der abgeschlossenen Vereinbarung eingezahlt werden wird.

Art. 7. Der Betrag der Beihilfe wird innerhalb von zehn Tagen nach der Notifizierung ausgezahlt.

Art. 8. Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 24. Mai 2004

J. DARAS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3015

[2004/202518]

24 MEI 2004. — Ministerieel besluit tot bepaling van de procedure en de modaliteiten voor de indiening van de aanvraag tot productiesteun en voor de toekenning hiervan

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt en bij het programmadecreet van 18 december 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 18 december 2003

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2003 betreffende de productiesteun verleend voor milieuvriendelijke elektriciteit en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit, inzonderheid op artikel 2, § 1;

Overwegende dat de groene certificaten toegekend aan de producenten van groene elektriciteit die vanaf hernieuwbare energiebronnen geproduceerd wordt, hetzij op de markt van de groene certificaten verkocht kunnen worden, hetzij onder bepaalde voorwaarden aan de Minister afgegeven kunnen worden om productiesteun te verkrijgen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan :

1° aanvrager : producent van groene elektriciteit geproduceerd vanaf hernieuwbare energiebronnen of promotor van een installatieproject inzake de productie van groene elektriciteit die vanaf hernieuwbare energiebronnen geproduceerd wordt;

2° besluit : besluit van de Waalse Regering van 6 november 2003 betreffende de productiesteun toegekend voor groene elektriciteit en tot wijziging van het besluit 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit;

3° administratie : het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie, afdeling Energie.

De bepalingen van artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en van artikel 1 van het besluit van 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit zijn toepasselijk overeenkomstig dit besluit.

Art. 2. § 1. Om in aanmerking te komen voor de productiesteun bedoeld in artikel 40 van het decreet dient de aanvrager zijn dossier in twee exemplaren in bij de administratie en laat hij zijn aanvraag vergezeld gaan van :

1° een afschrift van alle bewijsstukken van de globale kost van de investeringen betreffende de productie-installatie;

2° een afschrift van alle stukken betreffende de steun verkregen voor de verwezenlijking van de installatie, meer bepaald investeringssteun;

3° een financiële analyse ter bepaling van de productiekost van groene elektriciteit;

4° een afschrift van de oorspronkelijke garantie bedoeld in artikel 6 van het besluit van 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit;

5° een verklaring op erewoord als bewijs dat de verstrekte gegevens volledig alsook waar en oprecht verklaard zijn.

§ 2. Als de aanvraag ingediend wordt terwijl de installatie nog niet in dienst gesteld is, laat de aanvrager ze in afwijking van § 1 vergezeld gaan van een projectie van de gegevens betreffende de stukken bedoeld in 1° tot 4°, alsook van een planning van de investering en van de vermoedelijke datum van indienststelling van de installatie.

Art. 3. § 1. De administratie neemt contact op met de aanvrager binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag.

Als het dossier volledig is en na de aanvrager te hebben gehoord, verzoekt de administratie de CWaPE om advies binnen dertig werkdagen na ontvangst van de aanvraag.

Als het dossier onvolledig is, verzoekt de administratie de aanvrager om overlegging van de vereiste stukken. Als het dossier volledig is en na de aanvrager te hebben gehoord, verzoekt de administratie de CWaPE om advies binnen dertig werkdagen na ontvangst van de ontbrekende stukken.

§ 2. De Minister sluit de overeenkomst binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de CWaPE.

§ 3. Als de aanvraag overeenkomstig artikel 2, § 2, ingediend wordt, wordt de overeenkomst gesloten onder voorwaarden tot opschorting van :

— de indienststelling van de installatie binnen 24 maanden na de datum van ondertekening van de overeenkomst;

— de bevestiging van de bepalingen van de overeenkomst ingevolge de procedure voortvloeiend uit de indiening bij de administratie van het in artikel 2, § 2, bedoelde dossier binnen hoogstens twee maanden na de indienststelling van de installatie.

Als één van de voorwaarden bedoeld in het vorige lid niet vervuld is binnen de voorgeschreven termijn, wordt de overeenkomst geacht nooit te hebben bestaan.

HOOFDSTUK II. — *Modaliteiten voor steunverlening*

Art. 4. Zolang de overeenkomst bedoeld in artikel 3 van kracht is, geeft de aanvrager, wanneer hij telgegevens overlegt om groene certificaten te verkrijgen, de CWaPE kennis van zijn beslissing productiesteun te genieten voor bedoelde groene certificaten. De CWaPE bepaalt de modaliteiten voor de kennisgeving.

Bij gebrek aan kennisgeving kunnen bedoelde groene certificaten niet in aanmerking komen voor productiesteun.

Art. 5. Als de CWaPE de in artikel 4, eerste lid, bedoelde groene certificaten toekent, geeft ze de administratie kennis van het verzoek om productiesteun en geeft ze haar de groene certificaten in ruil waarvoor de aanvrager om de toekenning van productiesteun verzoekt.

Art. 6. De Minister geeft de aanvrager binnen vijftien werkdagen kennis van het steunbedrag dat hem overeenkomstig de bepalingen van de gesloten overeenkomst gestort zal worden.

Art. 7. Het steunbedrag wordt binnen tien dagen na de kennisgeving betaald.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 24 mei 2004.

J. DARAS

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2004 — 3016

[2004/202519]

3 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le montant des allocations à accorder aux préposés-receveurs des droits de navigation en poste à l'ex-Office de la Navigation pour la perception des droits de navigation pour la période du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu l'arrêté royal du 15 octobre 1935 portant règlement de police de navigation des voies navigables administrées par l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 27 novembre 1957 portant réglementation de l'octroi d'allocations et de rémunérations pour la perception des droits de navigation;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1980 portant réglementation de l'octroi d'allocations et de rémunérations pour la perception des droits de navigation aux agents de l'Office de la Navigation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003;